

*Initiatives ministérielles*

consultations sur la stratégie à adopter pour mettre en oeuvre une taxe de vente nationale, les ministres des Finances se sont quittés.

Sauf erreur, c'est la seule fois où se sont tenues des discussions politiques concernant une taxe de vente nationale. Il y avait eu des réunions préliminaires de hauts fonctionnaires, mais c'était la première fois que la question était officiellement soulevée au niveau des ministres.

Deux semaines après cette réunion qui a eu lieu ici à Ottawa, le ministre fédéral des Finances a unilatéralement annoncé que le gouvernement du Canada allait imposer une taxe sur les produits et services. Cela allait à l'encontre de ce que le gouvernement avait déclaré depuis le début, c'est-à-dire que la taxe serait intégrée, juste et probablement inférieure aux taxes de vente provinciales, étant donné que l'assiette serait modifiée.

Ce que le gouvernement ne semble pas comprendre—et toutes les annonces du monde ne l'aideront pas à résoudre le problème—, c'est que les Canadiens ne le croient pas lorsqu'il soutient que la taxe sera juste, simple et avantageuse, surtout pour les économiquement faibles.

Il est difficile d'imaginer une coalition aussi vaste que celle qui s'est formée pour lutter contre la TPS, sauf dans les situations d'urgence nationale comme les guerres et les famines. Nous n'exagérons rien. Les Canadiens de tous les milieux et de toutes les régions du pays s'entendent pour dire que la taxe ne donnera pas les résultats escomptés.

Il importe de reconnaître les préoccupations particulières des adversaires de la taxe, dont les petites entreprises. Au fil des ans, encore une fois parce que les Canadiens deviennent extrêmement bien informés sur ce qui se passe dans notre régime politique, je crois qu'il serait juste de dire que John Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, n'a pas été l'un des partisans les plus fidèles et enthousiastes du Parti libéral du Canada. M. Bulloch a lancé d'importants assauts, au nom de ses membres, contre ce que ceux-ci considèrent comme des mesures économiques et fiscales inacceptables de la part du gouvernement.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante représente de 70 000 à 80 000 petites et moyennes entreprises dans notre pays. Elle s'oppose depuis le tout

début au projet de taxe sur les produits et services que nous étudions aujourd'hui.

N'y allons pas par quatre chemins, la FCEI a dit que, en principe, elle pourrait s'accommoder d'une taxe sur les produits et services, mais qu'il y avait de nombreux points qu'elle n'acceptait pas. Elle a mentionné, entre autres, le fait que le gouvernement avait promis, lorsqu'il a parlé de réforme fiscale, que la taxe sur les produits et services serait simple. Pour voir ce que pensent vraiment les petits entrepreneurs de la simplicité du projet à l'étude, on n'a qu'à regarder comment ils ont intitulé leur réponse à la taxe sur les produits et services. Ils l'ont intitulée *Cauchemar dans la rue principale*.

Encore une fois, nous parlons de John Bulloch, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Il ne s'agit pas là d'une organisation dominée par les libéraux qui adopte une position partisane sur une question fiscale à des fins politiques.

Le gouvernement et même les fonctionnaires du ministère des Finances ont dit que les petits entrepreneurs du Canada ne comprennent pas la taxe sur les produits et services. Ils ne comprennent pas tout ce que la taxe sur les produits et services peut faire pour eux et pour l'économie. Tant de condescendance dépasse quand même les bornes. Ces gens se débattent quotidiennement depuis des années et des années. Ils connaissent leur entreprise mieux que personne. Je connais certains collègues d'en face qui diraient: «Oui, et ils ont traversé des moments difficiles à la fin des années 70 et au début des années 80.» C'est exact. Beaucoup de petites entreprises ont eu des moments difficiles à cette époque, et c'est pourquoi elles redoutent la moindre chose qui puisse leur faire du tort. Beaucoup sont déjà passées par là.

Voilà des gens qui ont survécu à l'envol des taux d'intérêt, aux périodes difficiles, aux reculs économiques, à une récession en règle, et qui nous disent que cette mesure est pire que tout ce qu'ils ont jamais connu. Ce ne sont pas des choses qu'ils disent à la légère, sachant qu'on va les mettre au défi de les prouver. Le défi était si aigu que personne n'a voulu crier cela sur les toits.

• (1540)

Il y a à peine quelques semaines, M. Bulloch reprenait contact avec le gouvernement, suppliant sans succès le ministre des Finances de le recevoir, et pas seulement au sujet de la taxe sur les produits et services. Vous vous souviendrez, monsieur le Président, qu'aux beaux jours de la réforme fiscale et de cette approche conciliante que les gens d'en face prétendaient suivre, il y avait autrefois une consultation prébudgétaire. On convoquait des gens et des organismes comme John Bulloch et la Fédération